

PLAN GENERAL DE COORDINATION
En Matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
NIVEAU : 3 avec RP Bâtiment
**AMÉNAGEMENT D'UNE CUISINE
PÉDAGOGIQUE
ENSAT AGRO TOULOUSE**

Adresse des travaux

Av. de l'Agrobiopole
BP 32607
Auzeville-Tolosan
31326 CASTANET-TOLOSAN Cedex

Date : 05/04/2024
Nos références : 2022010
Vos références :

Maître d'ouvrage :

INP TOULOUSE

6, Allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE Cedex 4

Maître d'ouvrage délégué :

INP AGRO TOULOUSE

Avenue de l'Agrobiopole
BP 32607
Auzeville-Tolosan
31326 CASTANET-TOLOSAN Cedex

Maître d'œuvre :

RAYNAL ARCHITECTURE

65, place de la Loubatière
81370 SAINT-SULPICE

ARCHITECTURE OFFICE

22, rue Elvire
31400 TOULOUSE

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection est un document appelé à évoluer. A chaque mise à jour, chaque intervenant doit intégrer les adaptations proposées			
Indice	Date	Observations	Pages concernées
01	05/04/2024	PGC Initial	
02	02/02/2025	Mise à jour de la décomposition en lots et intégration de la procédure d'urgence et des consignes d'évacuation du site	Tout le document
03			
04			
05			

Etabli conformément aux articles R.4532-42 à R.4532-55 du code du travail (mise à jour du 1^{er} Mai 2008)

PREAMBULE

La loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil a instauré l'obligation d'une coordination de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir. La coordination intervient tant en phase de conception que de réalisation de l'ouvrage. La présence du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants conformément à l'article L.4532-6 du code du travail.

L'article L.4532-8 du code du travail (mise à jour du 1^{er} Mai 2008) prévoit l'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S). Il est une obligation faite au Maître d'Ouvrage.

Le P.G.C.S.P.S définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants.

Les éléments contenus dans le plan général de coordination ont force de donnée de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SERA COMPLETE ET ADAPTE PAR LE COORDONNATEUR EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU CHANTIER

En application de la loi énoncée ci avant et de décret n°94 1159 du 26/12/1994, chaque entrepreneur sous traitant et travailleurs indépendant intervenant sur le chantier sont tenus d'élaborer un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) et de diffuser aux organismes mentionnés à l'article R.4532-70.

Textes applicables :

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

- **CODE DU TRAVAIL (mis à jour le 1^{er} Mai 2008)**
- Du décret 92-158 du 20/02/92 (site occupé)
- De la loi 93-1418 du 31/12/93, Décret 94-1159 du 26/12/94
- Du décret 2003-68 du 24 Janvier 2003 et arrêté du 25 Février 2003 - risques particuliers
- Du décret 68-48 du 8/01/1965 modifié par les décrets n° 95-608 du 6/05/1995 et 2004-924 du 01/09/2004.
- Décret n° 2005-746 du 4 juillet 2005 relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicable en cas d'exposition des travailleurs aux risques dus aux vibrations mécaniques et modifiant le code du travail
- NOUVEAU DECRET 2003-68
- Du 24 Janvier 2003 et arrêté du 25 Février 2003 (article L.4532-8 du Code du travail) concernant la liste des travaux à risques particuliers, et prévention du risque chimique - Agents CMR (concerne les résines).
- LA REFORME DE LA MEDECINE DU TRAVAIL
- Le décret n° 2004-790 du 28 juillet 2004 et la circulaire DRT n° 3 du 7 avril 2005.
- Décret n° 96-1132 du 24 décembre 2005.
- ACCESSOIRES DE LEVAGES : Arrêté du 1^{er} mars 2004 : cet arrêté concerne la vérification des appareils et accessoires de levages (carnet de maintenance).

NOUVEAU DECRET 2003-68 : Du 24 Janvier 2003 et arrêté du 25 Février 2003 (article L.4532-8 du Code du travail) concernant la liste des travaux à risques particuliers, et prévention du risque chimique - Agents CMR (concerne les résines).

LA REFORME DE LA MEDECINE DU TRAVAIL : Le décret n° 2004-790 du 28 juillet 2004 et la circulaire DRT n° 3 du 7 avril 2005.


AMIANTE : Décret n° 96-1132 du 24 décembre 2005.

Cette opération est de catégorie 3 avec Risques Particuliers, selon les textes réglementaires susvisés.

SOMMAIRE

I	Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable
1	PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET
A	Présentation
B	Situation
C	Calendrier prévisionnel des travaux
D	Phasage de l'opération
E	Mode de consultation, de passation et types de marches
F	Classement du chantier
G	Déclaration préalable
2	PRESENTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS
A	Intervenants sur le chantier (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur)
B	Intervenants sur le chantier (maîtrise de chantier)
C	Intervenants sur le chantier (services)
D	Services de secours
E	Services extérieurs et concessionnaires
3	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES
A	Sous la responsabilité du maître d'ouvrage
B	Sous la responsabilité des entreprises
II	Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S
1	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES
A	Les réseaux enterrés
B	Les réseaux aériens
C	Les bâtiments environnants
D	Les voies de circulation
E	Les conditions climatiques
2	CONTRAINTES D'EXECUTIONS DU PROJET
A	Contraintes
B	CONTRAINTES COVID-19
C	Mise en commun des moyens SCALP et METAH
D	Contraintes de réalisation du chantier
3	ACCES AU CHANTIER
A	Véhicules poids lourds
B	Véhicules légers
C	Accès au chantier
4	SIGNALISATION DU CHANTIER
5	ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER
A	Installation du chantier
B	Logistique de chantier
C	Chargé de sécurité
D	Travaux de nuit
E	Clôture du chantier
F	Circulation et accès
G	Observations diverses
III	Les mesures de coordination prises par le coordinateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent
1	LES VOIES DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES
A	Les circulations horizontales
B	Les circulations verticales
2	LES MANUTENTIONS MANUELLES

	<ul style="list-style-type: none"> A Les conditions de manutentions des différents matériaux et matériels B La démarche prévention C Autorisation de conduites des engins D Vérification périodique du matériel
3	EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE
4	LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES
	<ul style="list-style-type: none"> A Délimitations des différentes zones B Stockage des solides en vrac C Stockage des liquides D Stockage du gaz E Stockage
5	LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATIONS OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRE
6	L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE
	<ul style="list-style-type: none"> A Généralités B Sujétions liées aux protections collectives C Les accès provisoires D Installations électriques générales E Travail en hauteur F Protections collectives par corps d'état G Equipement de protection individuelle
7	LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE
	<ul style="list-style-type: none"> A Dispositions Communes
8	SUJETIONS LIEES A LA PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES
	<ul style="list-style-type: none"> A Dispositions communes B Les bruits C Risques d'explosion et/ou d'intoxication D Protection des risques de tétanos E Protection contre les maladies C.M.R
IV	Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier
1	SITE EN EXPLOITATION
	<ul style="list-style-type: none"> A Transport sur la voie publique B Nettoyage et remise en état de la voie publique C Sortie de chantier D Evacuation du site
V	Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité
1	VISITEURS OCCASIONNELS DU CHANTIER
2	REGLES GENERALES DE CIRCULATION SUR LE CHANTIER
3	CIRCULATION ET STATIONNEMENT DANS LES INSTALLATIONS PROPRE A CHAQUE CHANTIER
4	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES SUR LE CHANTIER
5	NETTOYAGE DU CHANTIER
VI	Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière
1	AFFICHAGE DES NUMEROS D'URGENCE
2	SECOURISME ET PREMIERS SECOURS
3	ORGANISATION DES SECOURS
4	TROUSSE DE SECOURS
5	RISQUES INCENDIES
VII	Les Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants
1	ENTREPRISES CONCERNEES

- 
- 2 INSPECTIONS COMMUNES
 - 3 CONTENU DU PPSPS
 - 4 DIFFUSION DU PPSPS
 - 5 EVOLUTION DU PPSPS
 - 6 SOUS TRAITANT
 - 7 EMPLOI DU PERSONNEL INTERIMAIRE
 - 8 ACCIDENT DU TRAVAIL
 - 9 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
 - 10 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE (DIUO)
 - 11 REGISTRE JOURNAL

VIII Annexe au PGC

- 1 LISTE DES ENTREPRISES
- 2 FICHES MEMO-PRATIQUE DE L'OPPBTP (disponibles dur demande)
- 3 AVENANT 1 CONCERNANT LE RISQUE PANDEMIQUE COVID-19 ET LES MESURES A METTRE EN ŒUVRE EN CAS DE REPRISE DE CHANTIER

I Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

1 PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

A - PRESENTATION :

Ce PGC concerne l'opération concerne l'aménagement d'une cuisine pédagogique pour le compte de l'INP-AGRO TOULOUSE (Avenue. de l'Agrobiopole 31326 Castanet-Tolosan)

B - SITUATION :

Les travaux sont situés sur la commune de : AUZEVILLE-TOLOSAN.

C - CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX EN REALISATION :

Les travaux se dérouleront dans un délai de 6 mois.

Les travaux devraient commencer (prévision) : Second Trimestre 2025

D - PHASAGE DE L'OPERATION :

Les travaux se dérouleront en 1 phase, en Entreprises séparées et en 4 lots.

Lot	Corps d'état
1	DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
2	MENUISERIES - PLATRERIE - PEINTURES - SOLS SOUPLES
3	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - SANITAIRE
4	ELECTRICITE

L'entreprise mandataire du Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE sera l'entreprise principale du chantier et à ce titre elle aura en charge le suivi et la bonne tenue du chantier (même lorsqu'elle ne sera plus présente sur le chantier).

E - MODE DE CONSULTATION, DE PASSATION ET TYPE DE MARCHES :

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
Appel d'offre	Entreprise Générale	Publics

F - CLASSEMENT DU CHANTIER











Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en catégorie 3 avec Risques Particuliers.

Ce classement en niveau 3 avec Risques Particuliers indique aux entreprises qu'il leur sera demandé de participer à des Inspections Communes et de remettre un PPSPS en fonction des informations fournies lors de l'Inspection Commune et des celles présentées sur ce PGC.



De plus, chaque sous-traitant de l'entreprise mandatée pour ces travaux devra participer à une Inspection Commune et remettre un PPSPS avant son arrivée sur le chantier.

2 PRESENTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

A - Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur S.P.S)

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
<u>Maître d'ouvrage</u> INP TOULOUSE Service Patrimoine Immobilier	6, allée Emile MONSO BP 34038 31029 TOULOUSE Cedex 4	 05 34 32 30 62  @ sylvie.serres@inp-toulouse.fr	Madame Sylvie SERRES
<u>Maître d'ouvrage délégué</u> INP ENSAT	Service technique immobilier (STI) Avenue de l'Agrobiopole Auzeville-Tolosane 31326 CASTANET-TOLOSAN Cedex	 06 78 81 00 87  @ jeanmarie.artizou@toulouse-inp.fr	Monsieur Jean-Marie ARTIZOU
<u>Maître mandataire d'œuvre</u> RAYNAL ARCHITECTURE	65, place de la Loubatière 81370 SAINT-SULPICE	 05 63 40 00 00  @ bruno@raynal-architecture.fr  05 63 40 00 00  @ virginie@raynal-architecture.fr	Monsieur Bruno RAYNAL Madame Virginie HORGON
<u>Coordonnateur en conception et réalisation</u>			
SUD OUEST COORDINATION & SPS	120, rue des Déportés 65300 LANNEMEZAN <i>Exerçant une mission de Niveau 3 avec Risques Particuliers</i>	 06 86 54 89 54  @ sudouestcoordinationetsps@gmail.com	Monsieur Frédéric OUVRARD

B - Intervenants sur le chantier (Maîtrise de chantiers, contrôle, etc...).

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
<u>Coordination Système de Sécurité Incendie :</u> Pro.CSSI	83 chemin des Prieurs 31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS	 06 73 43 41 33  @ f.duthil@procssi.com	Monsieur F. DUTHIL

<u>Bureau d'études fluides :</u> ECOVITALIS	Les Triades Bat. C 130 Rue Galilee 31670 LABEGE	☎ 05 61 44 16 23 ☎ 05 40 00 08 97 @ n.vandernoot@ecovitalis.com	Monsieur N.VANDERMOOT
<u>Bureau de contrôle :</u> BTP CONSLTANTS	83, chemin de Ribaute 31400 TOULOUSE	☎ 05 34 43 46 40 / 06 08 48 43 91 @ guillaume.gubert@btp-consultants.fr	Monsieur Guillaume GUBERT
<u>Bureau d'étude structures :</u> EBM	Route de Portet 31270 VILLENEUVE- TOLOSANE		
<u>Bureau d'étude Acoustique :</u> EMACOUSTIC	6, rue des Tonneliers 31700 BLAGNAC		

C - Intervenants sur le chantier (services)

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
CARSAT 31	Service Prévention 2, rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE Cedex	☎ 05 62 14 29 42 ☎ 05 62 14 26 92 @	
CARSAT 31 (Risques Prof.)	2, rue Georges Vivent 31100 TOULOUSE	☎ 05 62 14 29 30 ☎ 05 62 14 26 92 @	Monsieur VIVES
Gendarmerie Nationale		☎ 17 ☎ @	
Inspection du Travail 31	5 esplanade Compans Caffarelli BP 98016 31080 TOULOUSE Cedex 6	☎ 05 62 89 81 16 ☎ 05 62 89 81 03 @	Monsieur BOULICAULT Mathias
OPPBTP Toulouse	Les bureaux de la Cépière- Bat C 3, chemin du Pigeonnier de la Cépière 31081 TOULOUSE cedex	☎ 05 61 44 52 62 ☎ 05 61 76 13 27 @	Monsieur Claude CANCEL
Police TOULOUSE	 31200 TOULOUSE	☎ 17 ☎ @	

D - Services de secours

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
Centre Antipoison 31		☎ 05 61 49 33 33 ☎ @	
Hôpital de Purpan	Place du Docteur Baylac	☎ 05 61 77 22 33 ☎	

	31059 TOULOUSE	@	
Hôpital de Rangueil	1, avenue du Professeur Jean Poulhes 31403 TOULOUSE cedex	☎ 05 61 32 25 33 📠 @	
Pompiers		☎ 18 📠 @	
Pompiers TOULOUSE (Centre de Secours)	4, rue Jean Aillet 31000 TOULOUSE	☎ 05 62 25 36 00 📠 @	
Pompiers SDIS 31 Group Nord	Chemin de l'Armurie 31770 COLOMIERS	☎ 05 61 06 39 50 📠 05 61 06 37 07 @	
SAMU		☎ 15 📠	
URGENCE Grands Brulés 31	CHU Rangueil 1 avenue Professeur Poulhes 31403 TOULOUSE Cedex	☎ 05 61 32 26 67 📠 @	

E - Services extérieurs et concessionnaires

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
EDF 31 (Urgence dépannage)		☎ 0810 13 13 33 📠	
GDF 31 (Sécurité dépannage)		☎ 0810 13 14 33 📠	

3 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

A - Sous la responsabilité du maître d'ouvrage

1 - Déclaration préalable (L.4532-1 du code du travail)

La déclaration préalable sera faite par le maître d'ouvrage à l'inspection du Travail, à la C.R.A.M et à l'O.P.P.B.T.P.
Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.

2- Permis de construire

Permis de construire déposé, avec avis favorable de la commission de Sécurité.

B - Sous la responsabilité des entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :

D.I.C.T : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires suivant le formulaire type CERFA n°90.01.89 conformément au décret n°91.1147 du 14 octobre 1991. => **Les copies de tous les DICT ainsi que de toutes les réponses des organismes consultés seront remises au Coordonnateur SPS.**

II Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S

1- DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SES SERVITUDES

A - Les réseaux enterrés

Présence d'un réseau enterré de type : Selon DICT

B - Les réseaux aériens

Présence d'un réseau aérien de type : Selon DICT

C - Les bâtiments environnants

Présence de bâtiments environnants de type : Les bâtiments et le site de l'ENSAT

D - Les voies de circulation

Toutes les voies de circulation menant au chantier seront ouvertes à la circulation (mise en place de signalisation et de balisages spécifiques si nécessaire).

Eléments importants à prendre en compte :

- mise en place et entretien d'une signalisation spécifique,
- risque de co-activités avec les différents chantiers ou opérations pouvant se dérouler à proximité pendant la même période,
- Circulation à proximité
- Circulation des piétons à proximité du chantier
- Voies de circulations communes (accès au parking, voies de circulation).

E - Les conditions climatiques

1- Neige Région : A2

2 - Vent Région : 2

3 -Altitude : 164

(à partir du D.T.U P06.002)

2 - CONTRAINTES D'EXECUTION DU PROJET

Il est bien spécifié que les travaux seront réalisés en site occupé.
Les entreprises devront intégrer dans leurs offres toutes les sujétions liées à la continuité d'accès aux bâtiments, à la circulation et la protection des piétons dans et autour du bâtiment (marquage ou panneaux provisoire, clôtures de chantier provisoire, fléchage...).

A - Contraintes

Les travaux seront réalisés sur un secteur présentant des risques particuliers liés à l'environnement (chaussées privées ouvertes à la circulation, présence de piétons, site et bâtiment occupés).

Il sera donc nécessaire d'avoir une prise en compte générale et complète des risques suivants :

- ⇒ Présence de piétons à proximité des zones de chantier et de travaux.

- ⇒ Travaux à proximité de bâtiments d'enseignement (nuisances provenant des bruits et/ou des poussières).
- ⇒ Chutes des salariés de la zone des travaux (risques spécifiques des travaux en hauteur).
- ⇒ Chutes d'outils, de matériel, de gravats ou de déchets dans le Gave.
- ⇒ Maintien des accès aux bâtiments du site se trouvant autour de la zone des travaux et de cantonnement,
- ⇒ Projections diverses ou chutes de matériaux, de gravats ou de déchets sur les installations existantes (à l'intérieur des bâtiments, autour des bâtiments, sur les voies de circulation etc....) → **L'ensemble des équipements des zones touchées par les travaux devront protégés de la chute de matériaux.**
- ⇒ Circulation importante de véhicule autour de la zone de chantier,
- ⇒ **Absence totale de rejets dans l'environnement :**
 - les anciennes peintures et/ou produits éliminés lors du décapage
 - les produits et fluides pollués constituant des résidus de produits de décapage,
 - les déchets de protections mises en place et les résidus des systèmes de peintures appliquées,
 - les tenues, masques et autres éléments de protection portés par les intervenants.

Tous ces points seront clairement identifiés et toutes les mesures de sécurisation mises en œuvre seront parfaitement expliquées dans le PPSPS.

B – Contraintes COVID-19

En cas de reprise de la pandémie du COVID-19, il sera nécessaire respecter des règles de fonctionnement respectant les gestes barrières et l'ensemble des préconisations éditées par l'OPPBTP dans son document

« GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19 » dans sa dernière version.

Cette partie du PPSPS fera l'objet d'un avenant clairement identifié répondant aux recommandations de l'annexe n° 3 du présent PGC.

C - Mise en commun des moyens SCALP et METAH

⇒ Moyens SCALP (Sécurisation des Circulations, Accès et Livraisons à Pied d'oeuvre) :
Les moyens de levage des matériaux et matériels seront mis en communs pour diminuer les manutentions. Les différents moyens communs de manutentions seront la grue du gros oeuvre, les plateformes de transports, monte matériaux, ascenseur de chantier ou ascenseur définitif (dans ce cas les protections nécessaires de la cabine seront à prévoir). L'évacuation des déchets seront réalisés par des conteneurs à roulettes et au fur et à mesure de l'avancement du chantier pour conserver des postes de travail propre et rangé.

⇒ Moyens METAH (Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur) :
Les équipements et matériels déployés pour les travaux en hauteur doivent être conçus conformément à la réglementation applicable. Ils doivent également être mis en oeuvre et utilisés en respectant les préconisations des fournisseurs.

Les moyens suivants seront à privilégiés :

- Echafaudage de pied, dits « à montage en sécurité » (MDS),
- Plateformes de travail motorisées sur mats,
- Echafaudages fixes ou mobiles spécifiques,
- Plateformes de travail en encorbellement ceinturant le dernier niveau.

Les échafaudages seront positionnés au plus tôt sur le chantier et retirés avant la livraison. Les caractéristiques de la plateforme de travail en encorbellement sera déterminée en fonction du plan de calepinage ceinturant l'ouvrage, des charges réparties ou ponctuelles sur les planchers de travail, dans le cas d'une utilisation en protection de bas de pente de toiture la hauteur de la protection sera adaptée en prenant en compte l'abaque de la courbe de chute.

Toutes ces prescriptions et solutions seront à faire valider par la MOE et le CSPS avant le début des travaux.

D - Contraintes de réalisation du chantier.

1- Contraintes spécifiques

⇒ **Travaux en site occupé**

2- Contraintes liées à l'usage des voies publiques

L'Entrepreneur est tenu de procéder au nettoyage systématique des engins débouchant du chantier sur les voies publiques ainsi qu'un balayage régulier des voies publiques.

Outre le nettoyage des voies publiques utilisées, l'Entrepreneur devra assurer la réparation régulière des dégradations occasionnées de son fait aux voies de circulation empruntées par ses engins et camions.

L'Entrepreneur autorisé à franchir diverses voies pour le transport des matériaux et de matériels, ne devra pas interrompre la circulation générale. Il est également tenu de maintenir un accès permanent aux propriétés riveraines.

Les coûts de remise en état des voies publiques après dégradations sont inclus dans le prix d'installation de chantier.

2- Dommages sur domaine public et privé

L'Entrepreneur supportera la charge des dommages provoqués par son personnel ou ses engins sur les ouvrages existants quels qu'ils soient ou sur les propriétés voisines des emprises.

L'Entrepreneur devra assurer la réparation des dégradations occasionnées de son fait aux voies de circulation empruntées. Il devra se conformer aux exigences du maître d'œuvre pour les moyens à mettre en œuvre et les travaux à réaliser. Les coûts de remise en état des voies publiques après dégradations sont inclus dans les prix.

L'entrepreneur doit tenir compte des limitations de tonnage en vigueur et des difficultés de circulation sur les voies permettant l'accès au chantier.

3- Contraintes générales liées à l'environnement

Généralités

L'entrepreneur respectera les prescriptions et exigences relatives à la prise en compte de l'environnement en phase travaux suivant la réglementation en vigueur.

Figurent également dans le présent chapitre, les engagements pris par le maître d'ouvrage pour le respect de l'environnement.

Bruit en phase chantier

En application du Décret 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transport terrestres, l'entrepreneur devra fournir au préfet de la Haute-Garonne et aux maires des communes concernées par son chantier les éléments d'informations utiles sur :

- La nature du chantier
- La durée prévisible
- Les nuisances sonores attendues ainsi que les mesures prises pour limiter ces nuisances.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'aucun niveau sonore à respecter n'a été fixé dans ce décret. Cependant, aux vues du rapport remis au préfet, si celui-ci juge que les nuisances sonores attendues sont de nature à causer un trouble excessif aux personnes, il pourra alors prescrire par décret motivé des mesures particulières de fonctionnement du chantier, notamment en ce qui concerne ses accès et ses horaires.

3 - ACCES AU CHANTIER

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier, notamment au raccordement avec les voies publiques.

Le chantier est réalisé hors circulation par contre la circulation des véhicules du chantier sera faite sur des voies privées ouvertes à la circulation..

A - Véhicule poids lourds

Par les itinéraires autorisés (code de la route) et arrêtés municipaux pris pour le chantier (si nécessaire).

Toutes les manœuvres d'engins ou de véhicules lourds seront impérativement réalisées avec présence d'une vigie au sol qui devra assurer la sécurité des personnes extérieures au chantier.

B - Véhicules légers professionnels ou non

L'accès au chantier sera réglementé suivant les arrêtés pris pour la circonstance.

Le stationnement des véhicules personnels des salariés travaillant sur le chantier sera réalisé à l'extérieur du chantier.

C- Accès au chantier

a) Le plan d'installation de chantier général sera établi par le **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE** et remis au Maître d'œuvre pendant la période de préparation en concertation avec le coordonnateur S.P.S

Ces installations seront conformes à la législation en vigueur (voir décret du 8/01/65) modifié le 06/05/95 et conditions générales du C.C.T.P

b) L'accès au chantier étant limité pour une seule voie, il sera fait une visite du chantier, dès l'O.S. et avant toutes installations, avec les Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur S.P.S en relation avec les utilisateurs.

c) Cette installation permettra un maximum de manutention mécanisée sur palettes ou containers et les baraquements près de l'entrée éviteront trop de cheminements piétons.

d) Le plan d'installation et de circulation sera à la charge **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE.**

Il sera fourni avant toute intervention. Le chantier sera totalement clôturé avec des palissades en treillis soudé, aux normes en vigueur.

e) Il ne sera admis aucun stationnement de véhicules légers ou lourds sur l'accès au chantier pour permettre au véhicule de secours d'intervenir

f) Eléments importants à prendre en compte :

- **Présence de piétons à proximité du chantier.**
- **Travaux à proximité dans un centre d'enseignement.**
- **Travaux sur une zone avec des activités diverses, il sera donc absolument nécessaire de maintenir les barrières de chantier en place et maintenir le chantier parfaitement fermé en permanence.**

4- SIGNALISATION DE CHANTIER

Le Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE aura en charge la réalisation d'un plan de signalisation et de gestion des circulations du chantier et des intervenants sur le site, qu'il soumettra pour avis et accord aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS

La mise en place, la gestion et le suivi de la signalisation du chantier sera faite, pendant toute la durée des travaux, par le **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE.**

Il sera réalisé en prenant en compte les contraintes locales.

Pour chaque chantier, la signalisation temporaire (verticale ou horizontale) et les dispositifs de protections (lourds et légers) seront fournis installés, en début de chantier, surveillés et entretenus en parfait état et si besoin déplacée, pendant toute la durée du chantier et déposée en fin de chantier, par le titulaire de chaque marché

L'entrepreneur titulaire d'un marché de travaux, devra établir et soumettre à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS, préalablement à toute mise en œuvre, un plan précis de la signalisation, ainsi que des dispositifs de protections (séparateurs modulaire en béton et en plastique lestables) si nécessaire.

L'entreprise titulaire d'un marché de travaux (horizontale ou verticale et dispositifs de protection), sera obligée de mettre en œuvre les plans de signalisations et des dispositifs de protections harmonisés par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Pour toutes modifications des signalisations temporaires, (ripage, déplacements, ajout de panneaux ou séparateurs, etc...) l'entreprise titulaire d'un marché de travaux devra avertir le Maître d'Oeuvre 24 h à l'avance et obtenir son accord formel sur les modifications de signalisation sollicitées (périodes d'exécution, modes d'accès aux zones de travaux et protections envisagées, etc...).

Chaque entreprise prendra toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun apport de corps étranger, de gravats divers ou de boue ne puisse être apporté sur les chaussées de toutes les voiries empruntées, pendant la durée des travaux. Si tel était le cas, le chantier serait immédiatement arrêté jusqu'à ce que des mesures efficaces soient prises pour que de tels faits ne se reproduisent, l'entreprise ayant en plus à sa charge le nettoyage de toutes les voiries concernées.

5- ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

Les préconisations concernant le chantier doivent être réalisées en prenant en compte les indications des documents fournis avec le DCE.

A - Installation de chantier

Le plan type de chaque installation de chantier mentionnera entre autres :

- ✓ L'implantation et la composition de l'installation,
- ✓ L'implantation des zones de stockage, de matériels et matériaux,
- ✓ l'organisation de la circulation pour desservir ces installations de chantiers,
- ✓ les bureaux des entreprises,
- ✓ les structures d'accueil des salariés,
- ✓ l'organisation de la circulation à l'intérieur de l'installation de chantier.

Les installations de chantier et les sanitaires seront à la charge du **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE** et munis de l'équipement nécessaire à la conservation et au réchauffement des plats ainsi qu'au lavage de la vaisselle.

L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement.

L'ensemble des installations devra être nettoyé quotidiennement.

Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation.

Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises et en respect des prescriptions du titre 13 du décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 :

- ✓ vestiaires 0,8 m2/salarié
- ✓ réfectoires 1,5 m2/salarié
- ✓ WC 1 pour 20 salariés
- ✓ urinoirs 1 pour 20 salariés
- ✓ lavabos 1 pour 5 salariés
- ✓ douches 1 pour 10 salariés

L'ensemble de ces installations sera à la charge du **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE** qui, en plus, devra faire évoluer les équipements en fonction du chantier (les installations devront impérativement être toujours dimensionnées en fonction du nombre de salariés présents sur le chantier).

B - Logistique de chantier

Voir le paragraphe III- 4 en ce qui concerne le traitement et l'évacuation des déchets.

NATURE DES DEPENSES	EXECUTE PAR	ENTRETIEN A LA CHARGE DE
■ En cas de reprise de la Pandémie COVID1-19 : Prise en charge et gestion du nettoyage de la base vie en respect des règles de non propagation du COVID-19 ce qui comprend un nettoyage et une désinfection complète de la base vie tous les jours, le remplacement et les fournitures des savons et de l'essuie main de tous les points de lavage de main du chantier, tous les consommables nécessaires aux sanitaires et la gestion complète (fourniture des poubelles à clapets, fourniture et remplacement des sacs, élimination des déchets COVID-19) de tous les poubelles (en particulier les poubelles COVID-19).	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Fourniture et installation de la clôture, du portail et de l'enceinte de chantier (des panneaux « Chantier interdit au Public » et « Port du casque » seront installés sur une barrière sur deux)	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Panneau de chantier (à mettre en place pendant le mois de préparation du chantier)	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Exécution des voies d'accès provisoires (la circulation des piétons sera séparée et sécurisée par rapport aux voies de circulation des engins de chantier) et des branchements provisoires d'eau et d'électricité	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Fourniture, installation et entretien de la signalétique du chantier	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Tableau général électrique, y compris son raccordement (ensemble conforme aux règles d'installation provisoire de chantier établies par l'OPPBTP) (raccordement sur l'alimentation existante)	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Distribution d'électricité sur le chantier (prévoir des	Lot 4 -	Lot 4 -

coffrets de prises protégées par différentiel tous les 25 m et par niveau) Installation électrique conforme aux recommandations de l'OPPBTB	ELECTRICITE	ELECTRICITE
■ Contrôle de l'installation électrique par un organisme agréé	Lot 4 - ELECTRICITE	Lot 4 - ELECTRICITE
■ Eclairage des circulations du chantier et des voies d'accès	Lot 4 - ELECTRICITE	Lot 4 - ELECTRICITE
■ Fourniture, installation et entretien des protections collectives et en particulier les protections antichute (une note de calcul définissant les passerelles et les échafaudages utilisés et mis en œuvre devra être fournie avant toute installation de matériel, un contrôle par organisme agréé indépendant sera réalisé et fourni avant utilisation et lors de chaque modification, une procédure de contrôle avec suivi journalier sera mise en place).	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Fourniture, installation et entretien des dispositifs de sécurité communs sur le chantier : protections des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines, des balcons des terrasses, des toitures etc...	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Fourniture, installation et entretien des escaliers ou autres moyens permettant les accès aux étages des bâtiments jusqu'au montage des moyens définitifs d'accès (les moyens mis en œuvre seront adaptés à la circulation et au trafic (largeur et dimension) et seront parfaitement sécurisés).	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Fourniture, installation et entretien des dispositifs de sécurité communs et de tous les échafaudages du chantier → les échafaudages seront réceptionnés par un organisme agréé Des conventions de prêt selon établies avec toutes les entreprises utilisatrices des échafaudages	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
Branchements du cantonnement et du chantier aux réseaux d'Eau Potable, EU/EV (branchements sur le réseau public, y compris fourniture des compteurs si nécessaire).	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
Branchements du cantonnement et du chantier aux réseaux d'Electricité (branchements sur le réseau public, y compris fourniture des compteurs si nécessaire). (l'installation électrique sera contrôlée par un organisme agréé)	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE

<p>Distribution d'électricité dans cantonnement, dans installations de chantier (locaux entreprises et stockage) et sur le chantier (prévoir des coffrets de prises protégées par différentiel tous les 25 m devant chaque bâtiment)</p> <p>(l'installation électrique sera contrôlée par un organisme agréé et conforme aux règles d'installation provisoire de chantier établies par l'OPPBTB)</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>
<p>■ Eclairage des circulations extérieures et éclairage à partir de la grue (si elle est installée)</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>
<p>■ Distribution d'électricité dans les bâtiments (prévoir des coffrets de prises protégées par différentiel tous les 25 m et par niveau)</p> <p>Installation électrique conforme aux recommandations de l'OPPBTB</p> <p>(l'installation électrique sera contrôlée à la mise en service puis annuellement par un organisme agréé)</p>	<p>Lot 3 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - SANITAIRE</p>	<p>Lot 3 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - SANITAIRE</p>
<p>■ Eclairage des circulations dans les bâtiments (horizontalement et verticalement)</p>	<p>Lot 3 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - SANITAIRE</p>	<p>Lot 3 - CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - SANITAIRE</p>
<p>Distribution d'eau sur le chantier (prévoir des points d'eau devant chaque bâtiment)</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>
<p>■ Distribution provisoire en eau du chantier (les points d'eau seront définis selon les besoins avec un point d'eau au moins tous les 25 m et par bâtiment) La distribution sera faite à partir des points d'alimentation réalisés par le lot 1.</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>
<p>■ Equipement des Installations communes d'hygiène et sécurité suivant l'évolution du planning. Le lot désigné complètera l'équipement nécessaire aux besoins (locaux, Toilettes, évier, cuisine, chauffe-plats)</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>
<p>■ Bennes de chantier pour tri sélectif (en quantité selon CCTP et chartre de chantier)</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>
<p>■ Enlèvement et évacuation en décharges des bennes de chantier (y compris frais de décharge)</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>	<p>Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE</p>

■ Nettoyage du chantier 1 fois par semaine + nettoyage 1 fois en fin de mois	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
--	---	---

NOTA : Conformément au C.C.T.P		
Le compte prorata sera à la charge de		Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
La remise en état des installations mises à disposition par le Maître d'ouvrage à la fin des travaux sera à la charge de		Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
L'entretien des voies provisoires, définitives et des clôtures du chantier seront à la charge de		Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
La réalisation, la mise en place, l'entretien et la dépose du panneau de chantier seront à la charge de		Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE

NOTA : Dépenses affectées au compte Prorata (conformément au C.C.T.P)
<p>Les dépenses de consommation en eau et en électricité (selon indication des compteurs installés)</p> <p>Les dépenses d'exploitation : nettoyage du bureau et des installations communes d'hygiène, le nettoyage des accès principaux au chantier (définis sur le plan d'installation de chantier), nettoyage du chantier, frais d'enlèvement et d'élimination des déchets.</p> <p>Les frais divers de gestion dus à la mise à disposition de l'ensemble du dossier marché et en particulier des plans d'exécution des ouvrages</p>

Le logement du personnel est interdit dans l'entreprise du chantier.

C - Chargé de sécurité - Réfèrent COVID-19
En cas de reprise de la PANDEMIE COVID-19 :

Avant le début des travaux et pendant toute leur durée, chaque entreprise (Générale ou mandataire d'un Groupement) titulaire d'un marché de travaux devra faire connaître nominativement au Maître d'œuvre et au Coordinateur SPS, un « **chargé de sécurité** », personnes responsables du maintien permanent en place et en parfait état des équipements de protection collective, des dispositifs réglant la circulation sur le chantier, du port des équipements de protection individuelle et du respect des règles générales et particulières de circulation sur le chantier, **et un Réfèrent COVID-19** personnes responsables du respect et de la gestion des règles de sécurité COVID-19, par tous les intervenants de son marché (titulaire, cotraitants, sous-traitants, locataires, prestataires de services, fournisseurs compris).

Le « chargé de sécurité », personnel de l'entreprise (Générale ou mandataire du Groupement) titulaire d'un marché de travaux, devra pouvoir être contacté pendant toute la durée des travaux, de jour comme de nuit, ainsi que les week-ends, jours fériés et chômés, et assurera en permanence le contrôle des points suivants sur ses différents chantiers

Chaque entreprise de l'opération désignera un Réfèrent COVID-19 qui aura en charge :

- Faire respecter les gestes barrières par tout intervenant sur le chantier,
- Vérifier la mise à disposition par les entreprises des EPI nécessaires sur le chantier,
- Plus généralement, le Réfèrent COVID 19 veillera au respect des règles décrites dans le guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie du coronavirus COVID 19 établi par l'OPPBTP (dernière mise à jour), dans le PGC et les PPSPS des entreprises.
- Echanger avec les Référénts COVID-19 Entreprise du chantier et adapter si besoin les procédures et l'organisation mise en place sur le chantier.

D - Travaux de nuit

Dans la mesure du possible et jusqu'à nouvel ordre, aucune entreprise n'est autorisée à travailler la nuit

E - Clôture du chantier

L'ensemble du site est non clôturé.

Une clôture de chantier sera installée pour fermer l'intégralité de la parcelle, elle sera réalisée en barrières de type Héras, et sera installée et maintenue en état par le **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE**.

Les affichages réglementaires et obligatoires (« Chantier Interdit au Public », « Port du casque obligatoire ») seront mis en place sur cette clôture tous les 2 ou 3 m.

Le **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE**

assure tous les soirs la fermeture du chantier puis lorsque ce lot ne sera plus présent sur le chantier chaque entreprise aura la responsabilité de veiller à la bonne fermeture du chantier.

Chaque entreprise sera responsable de ses matériels et matériaux

F - Circulation et Accès

Le chantier ne sera desservi que par un accès unique créé spécialement (un portail sera mis en place). Aucun entropôt ou stationnement ne seront tolérés sur la voirie et en dehors des zones prévues à cet effet.

L'accès unique sera complété par l'affichage réglementaire :

- => « ATTENTION CHANTIER »
- => « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE »
- => « ACCES INTERDIT AU PUBLIC »
- => « VITESSE LIMITEE A 25 KM /H »

G - Observations diverses

Les entreprises prendront toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun apport de corps étranger ou de boue ne puisse être apporté sur les chaussées de toutes les voiries empruntées, pendant la durée des travaux. Si tel était le cas, le chantier serait immédiatement arrêté jusqu'à ce que des mesures efficaces soient prises pour que de tels faits ne se reproduisent, l'entreprise ayant en plus à sa charge le nettoyage de toutes les voiries concernées (en cas de manquements à cette obligation, constaté par lui ou par le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par

une entreprise autre que celle titulaire du marché, les frais engagés seront à la charge de l'entreprise titulaire du marché).

LE CHANTIER DEVRA ÊTRE EN PERMANENCE :

➤ PROPRE ET PARFAITEMENT RANGE

➤ COMPLETEMENT FERME

En cas d'utilisation de nacelle, il sera nécessaire de respecter les points suivants :

→ Toutes les nacelles utilisées seront à jour de VGP.

→ Tous les salariés pilotant les nacelles auront le CACES correspondant au matériel utilisé ainsi que les autorisations de conduite.

Tous les salariés présents dans une nacelle seront équipés de harnais avec longes fixées aux points d'ancrage du panier de la nacelle.

→ Aucun salarié ne pourra être seul sur le chantier sur une nacelle, il y aura toujours au moins deux personnes.

→ En cas d'utilisation de plusieurs nacelles, une vigie sera organisée, au sol, afin d'éviter toute collision entre nacelles.

→ Un plan de sauvetage sera étudié et mis en œuvre afin de garantir la sécurité des personnels

en cas de panne de nacelle, ce plan de sauvetage définira les moyens présents sur le chantier pour permettre la récupération des salariés bloqués dans la nacelle en panne, il sera validé par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

III Les mesures de coordination prises par le coordinateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent

Préambule Les entreprises sont réputées connaître l'ensemble des documents constituant l'appel d'offre et particulièrement les plans, le CCTG et le CCTP constituant ce dossier.

Les principes généraux constructif de l'ouvrage sont donc connus de tous et ne sont pas repris ici dans leur intégralité.

Chaque entreprise est et restera responsable de la sécurité de ses personnels.

Les préconisations concernant le chantier doivent être réalisées en prenant en compte les différents CCTP et documents réalisés par l'équipe de Maitrise d'œuvre

1- LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT HORIZONTALES OU VERTICALES

A - Les circulations horizontales

La voie d'accès au chantier sera définie sur le plan d'installation de chantier. Un balisage sera mis en place pour le chantier.

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées et matériellement séparées.

Les voies doivent être constamment praticables.

Leur entretien sera effectué par le **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE -**

ETANCHEITE

L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.

Les circulations piétonnes entre la zone de cantonnement et l'accès aux bâtiments seront empierrées.

Les différentes entrées dans le bâtiment devront être aménagées de manière à protéger les salariés contre tout risque de chute d'objet lié à des interventions au droit des façades.

Observation :

Selon la nature du terrain rencontré, l'entreprise devra prévoir tous les talutages, ouvrages d'étalement et de blindage nécessaires, afin d'assurer la sécurité des ouvriers. En cas de présence d'eau, il devra les épuisements et l'évacuation par pompage en évitant les affouillements et l'entraînement des terres (les fouilles devront être protégées ou signalées en retrait).

B - Les circulations verticales

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyens d'accès provisoire et en aucun cas servir de cheminement des approvisionnements, ni poste de travail.

Matériels utilisés pour les travaux en élévation

Pour tous travaux en hauteur, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite. Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles auto-élevatrices, etc...).

2- LES MANUTENTIONS MANUELLES

A - Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

La législation du travail impose une limitation à l'emploi du transport des charges de façon manuelle. Elles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation particulière (Art. R.4541-3 et 4 du Code du Travail)

B - La démarche prévention est la suivante

Les entreprises intervenantes devront éviter le recours à une manutention manuelle et mettre en commun les moyens de manutention.

Pour cela, elles devront prendre les mesures suivantes :

- ✓ Réaliser la totalité de manutentions à l'aide d'engins de levage (grue mobile, chariot automoteur...)
- ✓ Les matériaux arrivant sur le chantier devront être prés assemblés afin de réaliser uniquement la pose

Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que transpalette, chariots, automoteurs.... Seront mis à la disposition du personnel pour :

- ✓ Décharger les véhicules,
- ✓ Organiser le stockage,
- ✓ Déplacer les outils, matériaux, équipement de travail,
- ✓ Approvisionner les étages.

Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme.

Les opérations de manutention prévisibles devront être mentionnées au PPSPS.

Les entreprises pourront se reporter aux fiches OPPBTP n° A5 M 01 02, A5 M 02 02 et A5 F 01 02 disponibles auprès du Coordonnateur SPS sur simple demande.

Tous dispositifs de manutention non prévu au PPSPS ou éventuellement dans le PGC feront l'objet d'une demande auprès du coordonnateur par l'entreprise, avant la mise en service de l'engin (avec détails des fixations, des charges, des efforts possibles, des conditions d'emploi, désignation du responsable de l'engin sur le site).

Les moyens de levage :

Les engins de levage doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, le registre de sécurité devra être tenu à jour et présentés à la demande des organismes de prévention et du Coordonnateur sécurité, en particulier au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Il est rappelé que :

- * Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état, et que les rapports de visite doivent être fournis.
- * La mise à disposition des appareils de levage aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entrepreneur principal, et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel.
- * Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise et agréée par l'entrepreneur titulaire du lot principal.

Les grues :

Il peut être envisagé l'utilisation d'une grue à tour (moyennant la création d'une plateforme adaptée et le contrôle de conformité de l'engin).

Toutes les autres grues employées seront des grues télescopiques.

En cas d'utilisation d'une grue, un plan de levage complet sera réalisé et sous mis à l'avis du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

Appareils de manutention et chariots élévateurs :

Chaque entreprise doit avoir son propre matériel de levage.

Il ne peut être utilisé que par un personnel apte et autorisé (arrêté du 30/07/1974 modifiée)

(il sera impératif de fournir pour chaque utilisateur une copie du CACES correspondant à la catégorie de l'engin, une copie de l'autorisation de conduite remise par le responsable de l'entreprise et pour la conduite des engins le nécessitant, une copie du certificat d'aptitude médicale, l'ensemble de ces documents seront remis au Coordonnateur SPS en deux exemplaires et inclus dans le PPSPS).

Nacelles :

Port obligatoire du harnais de sécurité dans les nacelles et fixation au point d'ancrage nacelle (la longueur de la longe sera adaptée à la zone de travail : la longueur de la longe ne sera pas supérieure à la hauteur de travail).

L'utilisation d'une nacelle sera toujours réalisée avec deux personnes sur le chantier, la seconde personne aura obligatoirement les connaissances pour pourvoir redescendre la nacelle en cas de problème.

Ce matériel est soumis à vérification semestrielle.

Une copie de la dernière vérification sera fournie au coordonnateur qui pourra, en cas d'anomalies non réparées ou de matériel non conforme, interdire l'utilisation des engins.

L'utilisation de nacelles adaptées sur les fourches est soumise à autorisation de l'inspection du travail.

Il sera impératif de fournir pour chaque utilisateur une copie du CACES correspondant à la catégorie de l'engin, une copie de l'autorisation de conduite remise par le responsable de l'entreprise et pour la conduite des engins le nécessitant, une copie du certificat d'aptitude médicale, l'ensemble de ces documents seront remis au Coordonnateur SPS en deux exemplaires et inclus dans le PPSPS.

En cas d'utilisation de nacelles, les entreprises devront respecter les mesures suivantes :

- * **Aucun salarié ne pourra être seul sur le chantier sur une nacelle, il y aura toujours au moins deux personnes.**
- * **En cas d'utilisation de plusieurs nacelles, une vigie sera organisée, au sol, afin d'éviter toute collision entre nacelle**

Elingues de levage :

Toutes les élingues doivent être identifiées (tonnage identifié).

Tous les accessoires de levage doivent être contrôlés par un organisme de Contrôle, une copie du registre de suivi de ces accessoires de levage sera disponible sur site (une copie du registre sera adressée au coordonnateur SPS).

Vérification périodique par un organisme agréé des engins de levage

Tout moyen de levage, grue, élévateur, ascenseur, monte-charge, treuil et appareils pénétrants sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires durant toute utilisation. La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier.

C - Autorisation de conduite des engins

En application du Décret du 02 Décembre 1998 et de l'Arrêté du 02 Décembre 1998, les conducteurs d'engins de chantier (télécommandés ou à conducteur porté), d'engins de levage (grues à tour, grues mobiles), doivent être en possession d'une autorisation de conduite, établie et délivrée au travailleur, par le Chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation délivrée par ce dernier.

Cette évaluation prend en compte les trois éléments suivants :

- ✓ un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail ;
- ✓ un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail ;
- ✓ une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

Pour le conducteur mis à la disposition par une entreprise de travail temporaire, il appartient :

- ✓ au chef de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur titulaire du certificat d'aptitude à la conduite en sécurité.
- ✓ au chef de l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur mis à disposition est titulaire du certificat d'aptitude à la conduite en sécurité et de lui délivrer une autorisation de conduite, pour le temps de la mission, après l'avoir informé des risques propres au chantier.

D - Vérification périodique des matériels

Le matériel utilisé sur le chantier devra être à jour des vérifications et épreuves périodiques imposées par la réglementation. Les rapports de vérification seront disponibles sur site, dans chaque engin et une copie sera transmise obligatoirement au Coordonnateur.

Rappel ci-dessous des principales vérifications périodiques obligatoires :

a) Appareils et accessoires de levage

- ✓ En application du décret n° 47-1952 du 23 Août 1947 et de l'arrêté du 9 Juin 1993, les appareils de levage doivent être vérifiés après tout démontage et remontage, puis selon une périodicité annuelle.
- ✓ Dans le cas d'un appareil de levage mobile ou affecté à l'élévation de personnel cette vérification doit avoir lieu au moins tous les 6 mois.
- ✓ Les engins de levage mobile, en particulier, ne peuvent être utilisés au-delà de la charge maximale d'utilisation, correspondant à la charge utilisée pour les essais lors de la dernière vérification périodique.
- ✓ Les accessoires de levage doivent également être vérifiés au moins tous les ans.

b) Compresseurs mobiles

- ✓ Les parties des compresseurs mobiles soumises à des pressions supérieures à 4 bars sont assujetties aux dispositions du décret du 18 Janvier 1943 et de l'arrêté du 23 Juillet 1943. Une épreuve doit être réalisée tous les 5 ans ou après toute réparation ou modification sur les parties sous pression.
- ✓ Une vérification de l'état général est à réaliser au moins tous les 3 ans.
- ✓ Les vérifications périodiques devront être détenues sur le chantier à disposition des organismes de prévention et du coordonnateur SPS.

3 - EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Toute personne amenée à pénétrer sur le chantier et à quelque titre que ce soit (entreprises, sous-traitants, locatiers, fournisseurs, travailleurs indépendants et représentants de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS) devra être équipée de chaussures de sécurité et porter en permanence un gilet rétro réfléchissant classe II (cf. norme EN 471).

Le port du casque de protection sera obligatoire sur l'ensemble du chantier et pendant toute la durée des travaux (une tolérance de remplacement du casque de protection par une casquette de sécurité coquée pourra être appliquée lors des travaux de second œuvre sans présence d'engins de manutention ou de grue) De plus le port du casque de protection sera impératif pour toute personne se situant sous un autre poste de travail, en tranchée ou dans la zone d'évolution d'un engin.

Conformément à l'Arrêté du 19 Mars 1993, les équipements de protection respiratoire, de protection contre les chutes de hauteur (dont le port est obligatoire pour les postes de travail de $h > 3$ m non sécurisés collectivement) et les gilets de sauvetage gonflables seront vérifiées depuis moins de 12 mois au moment de leur utilisation.

Les visiteurs occasionnels, obligatoirement accompagnés par une personne dûment habilitée à pénétrer sur le chantier, seront équipés d'un gilet rétro réfléchissant classe II (cf. norme EN 471), d'un casque et de chaussures de sécurité (à charge du Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE).

de tenir disponible un lot d'EPI propres (gilets et casques) afin de permettre l'équipement des visiteurs).

4-DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGES ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES

A - Délimitation des différentes zones

- ✓ Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion.
- ✓ Les substances et préparations dangereuses rencontrées fréquemment sur les chantiers peuvent être des lubrifiants, carburants, produits de traitement des bois, acides, solvants, peintures, colles, produits de scellement ou d'étanchéité, bitumes, goudrons, résines, détergents, etc....
- ✓ Les fabricants, importateurs et distributeurs de produits chimiques sont tenus d'adresser aux utilisateurs les fiches de données de sécurité des produits vendus : tout entrepreneur utilisant ce type de produit (symbole de danger sur le fond orange) doit annexer la fiche correspondante à son PPSPS.
- ✓ Les substances et préparations dangereuses au sens du code du travail (explosives, combustibles, inflammables à divers degrés, toxiques à divers degrés, corrosives à divers degrés, cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, dangereuses pour l'environnement) ne seront en aucun cas stockées directement sur le lieu d'utilisation.
- ✓ Les quantités correspondant au plus à une journée d'utilisation seront seules admises au stockage dans l'enceinte du chantier.
- ✓ Les lieux et conditions de stockage pouvant résulter de la nature et des propriétés des produits en question seront arrêtés par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur, les charges éventuellement afférentes étant supportées par l'entrepreneur concerné.
- ✓ Les lieux de stockage seront éloignés du bâtiment à construire ainsi que des aires de circulation du personnel ou des engins, dont ils seront physiquement séparés, leur ventilation, naturelle ou assistée, devra s'opposer efficacement à toute accumulation du gaz ou de vapeurs.

- ✓ Un balisage et une signalisation de sécurité correspondant aux risques identifiés seront dans tous les cas mis en place par l'entrepreneur concerné.
- ✓ Aucune pollution pouvant nuire à l'environnement ne sera tolérée (hydrocarbures, huiles, peintures, solvants, feux d'isolants ou de produits d'étanchéité).
- ✓ **Tout feu est strictement interdit sur le chantier (que ce soit sur le chantier lui-même ou en zone vie) en raison des risques d'incendie des matériaux utilisés sur le chantier.**

Tout stockage sur le domaine public est interdit sauf autorisation préalable des services concernés et sous réserve de la protection de ces stockages.

B - Stockage des solides en vrac

- ✓ Réserver une surface importante pour diminuer les hauteurs de stockage, prévoir des allées de circulation et des accès pour la prise d'échantillon.
- ✓ Les solides pouvant contenir des fines volatiles devront être protégés des risques de mise en suspension par le vent.
- ✓ Les solides pulvérulents seront obligatoirement stockés au sec à l'abri des intempéries ou en silos fermés équipés de dispositif de remplissage et de colonne de dégazage. Ces silos seront également équipés de filtres de récupération des fines susceptibles de partir dans l'atmosphère lors des opérations de remplissage (type cyclone).

C - Stockage de liquides en citernes et réservoirs

En fonction des produits stockés, les risques sont différents. Cependant sur chantier, les citernes de stockage concernent plus particulièrement les hydrocarbures et huiles. Ce type de stockage doit être placé sur cuvette de rétention dès lors que sa capacité dépasse 120 l.

D - Stockage de gaz

- ✓ Les bouteilles seront placées à l'extérieur ou dans un local de stockage particulier.
- ✓ Elles seront toujours stockées en position verticale et maintenues à un point fixe d'une façon rigide (cette obligation s'applique aussi aux bouteilles vides qui dans tous les cas devront être évacuées du chantier dans la journée).

E - Stockages

- ✓ Les installations de stockage selon la nature des produits stockés et la variété des équipements nécessaires présentent selon les cas des risques d'incendie, d'explosion et d'intoxication d'une part, de chutes et de heurts d'autre part.
- ✓ Les aires de stockage seront implantées en suivant les principes de base de séparation et de division des risques. L'accès aux endroits nécessitant des interventions devra être étudié.

5- LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

Une gestion des déchets sera à réaliser en fonction du classement du type de déchets tel que :

- 1 - Les déchets dangereux (D) tels que l'amiante et les déchets industriels spéciaux (DIS), les produits concernant des solvants (peintures, colles, mastic...) ou les produits de traitement de bois.
- 2 - Les déchets ménager et assimilés (DMA) tels que le verre, les matières plastiques etc...
- 3 - Les déchets inertes (DIB), c'est-à-dire les déchets qui ne brûlent pas, stables ou stockage, béton, sable, terres non pollués etc...
- 4 - Les déchets spécifiques et valorisables : le bois, les ferrailles etc

Chaque catégorie nécessitant un traitement spécifique.

L'ensemble des entreprises devront se rapprocher du **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE** afin de gérer cette logistique du chantier et de se procurer notamment le plan d'installation de chantier pendant la période de préparation de 1 mois incompressible.

Chaque entreprise intervenante est responsable de la gestion, de l'évacuation de ses déchets et gravats jusqu'aux bennes à déchets présentes sur le chantier (les déchets devront être déposés dans les bennes à déchets et non aux pieds de celles-ci)

Pour les emballages et tous les déchets (les résidus de produits dangereux mais aussi les déchets divers et variés liés aux opérations réalisées sur le chantier) aucun stockage ne sera réalisé sur le chantier et leur évacuation sera faite chaque jour, au fur et à mesure de leur production.

Il est rappelé :

- l'interdiction de brûler sur le chantier, les déchets verts seront soit évacués tels que, soit broyés et évacués vers des dispositifs de compostage.
- L'interdiction de lavage de toupies de béton sur le chantier (retour à la centrale ou installation d'un dispositif de récupération et de décantation des eaux de lavage)

Chaque entrepreneur maintient le lieu de son intervention et particulièrement les accès, issues, zones de circulation libres de tous déchets, gravois, emballages et assure le transport de ceux-ci jusqu'aux bennes de déchets du chantier.

NOTA : L'évacuation et l'élimination des déchets sera à la charge du compte prorata, il sera donc important que chaque entreprise respecte les procédures mises en œuvre afin de réduire les frais.

6 - L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

A - Généralités

Ce chapitre a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections.

Deux grands principes régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier :

- ✓ chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- ✓ la coordination indispensable des interventions des différentes entreprises réclame que l'entreprise principale soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives, autres que celles mises en place par le maître d'ouvrage.

Cette coordination doit strictement éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Dans ce cas, une protection adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place par cette entreprise.

L'entreprise devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire en tenant compte des interventions des autres intervenants afin de maintenir les protections jusqu'à la suppression du risque.

B - Sujétions liées aux protections collectives

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

L'entreprise du **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE** devra mettre en place, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre la chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

En d'autres termes, chaque entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur concerné aussi longtemps que nécessaire. Elle aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

C - Les accès provisoires

Il fera l'objet d'un plan détaillé établi par l'entreprise et recevra l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

D - L'installation électrique générale

Les armoires, coffrets, tableaux électriques mis en place par le **Lot 4 - ELECTRICITE** fermeront à clef et seront maintenus fermés pendant la durée du chantier. Ils posséderont un degré de protection minimum IP 447. Les prises de courant seront protégées par des dispositifs différentiels 30 mA.

Chaque entreprise a pour obligation de ne brancher que du matériel conforme aux normes en vigueur et en bon état dont les caractéristiques de tension et de puissance sont compatibles avec celles du courant délivré,

Les outils électro-portatifs seront adaptés aux conditions dans lesquelles ils doivent être utilisés. Ils seront conformes à la norme NFC 75-100. Les baladeuses seront conformes à la Norme NFC 71008.

Les câbles et rallonges électriques seront de la série H07 RNF (câble souple).

D'une façon générale, le matériel utilisé sera de type professionnel, en particulier les prises et les enrouleurs. Ces derniers porteront le mention "Catégorie B" (Norme NFC 61-720).

Tout(e):

- modification d'installation,
- déplacement de coffret ou d'armoire électrique,
- d'installation de matériel complémentaire,

sera obligatoirement déclarée au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS et réalisée par du personnel ou un organisme, dûment habilité.

En outre, il est fait obligation aux entreprises qui utiliseront l'installation de signaler immédiatement au titulaire du marché de travaux concerné, toute défectuosité ou dégradation constatée.

Matériel électrique

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Rallonges	Type H 07 RNF
Enrouleurs	Catégorie B NCF 61.720
Prises	Protection IP 447 incassable
Baladeuses.....	NFC 71.008
Phare halogène	NNF avec grille de protection.

E- Travail en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est formellement interdite.

Hauteur de travail inférieure à 2 m (hauteur mesurée du niveau au sol), utiliser des plates formes individuelles roulantes ou des échafaudages roulants.

Hauteur de travail supérieure à 2 m (hauteur mesurée au niveau de travail au sol), utiliser des plates formes hydrauliques motorisées, des nacelles autoélevatrices ou échafaudage de pied seront utilisés (dans les nacelles équipées de point d'ancrage, le port du harnais attaché à ce point d'ancrage est obligatoire).

F - Protections collectives par corps d'état

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire du lot pourra compléter les protections prévues en le précisant dans son P.P.S.P.S.

En cas d'impossibilité de fermeture du chantier (travaux sur existant occupé), le chef d'établissement a toute l'autorité nécessaire pour faire respecter le règlement de l'établissement (en collaboration avec le CSPS, loi de 92).

1 -Démolitions et déposes

Conformes au C.C.T.P

L'entreprise devra se conformer à la recommandation CNAM n° : R 345 du 27/06/90, Titre 6 du décret du 08/01/1965, modifié le 06/05/1995 - articles 97 modifié 105 modifié).

2 - Terrassements, puits, parois moulées et fondations

Conformément aux pièces et décret du 08/01/65 modifié le 06/05/95 chapitre 4 articles 64 à 67 :

- Protection périphérique ou balisage à 1 m en retrait de toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc...).
- Protection de tous les aciers et attente soit par bouchonnage, soit par crossage.

- Blindage pour prévenir tout risque d'ensevelissement (obligatoire pour les fouilles de plus de 1.30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur).
- Les forages seront exécutés mécaniquement et des protections collectives rigides devront être en place sur les fouilles et puits durant toute l'exécution.
- Les aciers en attente ne devront pas présenter de risque d'empalement quelle que soit leur section, (les mesures prises devront être dessinées sur les plans d'étude d'exécution des armatures).

3 - Gros œuvre

Conformes aux pièces.

- L'attention des entreprises est attirée par l'avantage que présentent les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.
- Il en sera de même pour toutes les ouvertures dans l'ouvrage en cours d'exécution qui ne seront pas solidement obturées. A chaque fois qu'il sera techniquement possible l'obturation devra être privilégiée.
- Les étalements et les coffrages des poutres devront être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde corps, des filets ou de tout autre mode de protection collective dans toutes les phases provisoires des travaux.
- Les Echafaudages de pied ou échafaudages roulants seront à montage et démontage en sécurité, (type Mills, Entrepose..)
- Tous les aciers en attente, quelque soit leur diamètre, seront crossés ou à défaut équipés d'une protection. (Les mesures prises devront être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures)
- Coulage des dallages avant l'intervention des Corps d'Etat Secondaires (CES) et des Corps d'Etat Techniques (CET)
- Maçonnerie : Des échafaudages de pied seront utilisés (montage et démontage dans les règles de l'art). Ils seront conformes au décret du 08/01/1965 (titre 7)
De plus, ils seront équipés de dessertes et des protections contre les chutes en avant seront installées (échafaudages en vis à vis ou à défaut filet plaqué).

4- Mesures prises en matières d'interaction sur le site

Les interactions et la superposition des tâches seront évitées, et à défauts limités.

Chaque cas sera examiné par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

G - Equipement de protection individuelle

Toute personne amenée à pénétrer sur le chantier et à quelque titre que ce soit (entreprises, sous-traitants, locataires, fournisseurs, travailleurs indépendants et représentants de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS) devra être équipée de chaussures de sécurité et porter en permanence un gilet rétro réfléchissant classe II (cf. norme EN 471).

Le port du casque de protection sera obligatoire pour toute personne se situant sous un autre poste de travail, en tranchée ou dans la zone d'évolution d'un engin.

Conformément à l'Arrêté du 19 Mars 1993, les équipements de protection respiratoire, de protection contre les chutes de hauteur (dont le port est obligatoire pour les postes de travail de h > 3 m non sécurisés collectivement) et les gilets de sauvetage gonflables seront vérifiées depuis moins de 12 mois au moment de leur utilisation.

Les visiteurs occasionnels, obligatoirement accompagnés par une personne dûment habilitée à pénétrer sur le chantier, seront équipés d'un gilet rétro réfléchissant classe II (cf. norme EN 471), d'un casque et de chaussures de sécurité (à charge du Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE de tenir disponible un lot d'EPI propres (gilets et casques) afin de permettre l'équipement des visiteurs).

7 - LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

A - Dispositions communes

Les travaux générateurs de nuisances, tels que le bruit, émanation de vapeurs ou de poussières, seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protection collectifs sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Les interactions et la superposition des tâches seront évitées et à défauts limitées. Chaque cas sera examiné par la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise à l'origine de cette superposition prendra toutes dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique, permettant de supprimer le risque résultant (chute, projection) par des protections appropriées (écrans, auvents...)

8 - SUJETIONS LIEES A LA PREVENTION DES RISQUES DES MALADIES PROFESSIONNELLES

A - Dispositions communes

Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

B - Les bruits

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

C - Risques d'explosion et/ou d'intoxication

Les travaux mettant en œuvre des colles, résines, peintures, ou plus généralement des matériaux à base de solvants, d'hydrocarbures, de gaz divers, de produits inflammables ou ayant un conditionnement sous pression devront faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par le coordonnateur SPS.

Cette demande devra comporter :

- une fiche des données de sécurité (FDS) définissant la nature du produit, sa composition, les modalités d'application et les risques éventuels
- les mesures prises pour assurer la ventilation des zones de travaux
- les conditions de stockage
- les conditions d'élimination des déchets et emballage.

Les risques devront être clairement précisés dans le PPSPS.

Les mesures de prévention devront être précisées dans le PPSPS des entreprises concernées.

D - Protections des risques de Tétanos

Le personnel affecté sur le chantier devra être vacciné contre le tétanos.

E - Protections contre les maladies CMR

Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme

GROS ŒUVRE : Maçons/manœuvres (application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur

CONDUCTEUR VEHICULES et ENGINS TP : Gaz d'échappement des moteurs

TP : Manœuvres / maçons à l'extérieur : rayonnement solaire, fortes chaleurs : goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, antikérosène.

IV Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

Préambule Les entreprises sont réputées connaître l'ensemble des documents constituant l'appel d'offre et particulièrement les plans, le CCTG et le CCTP constituant ce dossier.
Les principes généraux constructif de l'ouvrage sont donc connus de tous et ne sont pas repris ici dans leur intégralité.
Chaque entreprise est et restera responsable de la sécurité de ses personnels.

Les préconisations concernant le chantier doivent être réalisées en prenant en compte les différents CCTP et documents réalisés par l'équipe de Maitrise d'œuvre

1- SITES EN EXPLOITATION

L'entreprise titulaire prendra toutes ses dispositions pour assurer :

- ✓ Un accès permanent aux propriétés riveraines et ce, en toute sécurité par rapport au chantier
- ✓ Une note d'information sera remise par l'entreprise aux habitants et usagers si nécessaire.

L'entreprise chargée des travaux mettra en place la signalisation temporaire adaptée à ces travaux et conformément à la 8 ème partie du livre I de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière. Cette signalisation devra rester cohérente à tout moment de façon à remplir son rôle vis-à-vis des usagers de la voie publique et du personnel d'exécution.

A - Transport sur la voie publique

Les consignes de sécurité ci-après devront être scrupuleusement respectées par les conducteurs

- ✓ respect du code de la route,
- ✓ respect des consignes particulières remises par l'entreprise mandataire, relatives aux itinéraires de transport et aux points d'accès au chantier qui seront balisés.
- ✓ Interdiction de surcharger les camions.
- ✓ Arroser et bâcher le camion si nécessaire (sable).

B - Nettoyage et remise en état de la voirie publique

La voirie publique utilisée par l'Entrepreneur, ainsi que la signalisation sur cette voirie, seront nettoyées et entretenues régulièrement par l'Entrepreneur. Celui-ci prendra toutes précautions pour éviter les chutes et les entraînements de matériaux.

En cas de réparation ou de reconstruction, hors emprises chantier de la voirie publique empruntée, une analyse détaillée devra prendre en compte tous les risques inhérents aux travaux, mais également à l'environnement (proximité de la chaussée, de réseaux souterrains, etc...).

Dans cette perspective, l'entrepreneur devra mettre en place une signalisation temporaire particulière, adaptée, cohérente et lisible par l'utilisateur.

Le port d'un vêtement de signalisation à haute visibilité, conforme à la norme EN 471 est obligatoire (classe II) pour le nettoyage ou l'entretien de la voie publique.

C - Sortie de chantier

Afin de limiter les risques de collision entre véhicules de transport ou de service, les mandataires devront proposer des solutions concernant le nettoyage de véhicule (feux sales et non visibles, boues dans les roues) pour les périodes humides ou hivernales (débourbeurs ou vigiles équipés d'une tonne à eau avec surpresseur) ou tout autre dispositif d'un degré d'efficacité au moins équivalent.

L'entreprise devra élaborer un additif à son P.P.S.P.S. et prendre en compte toutes ces particularités.

D - Evacuation du site

Sur le site de l'INP AGRO TOULOUSE les consignes d'évacuation du site est la suivante :



CONSIGNES D'ÉVACUATION

CONSIGNES PARTICULIÈRES D'ÉVACUATION

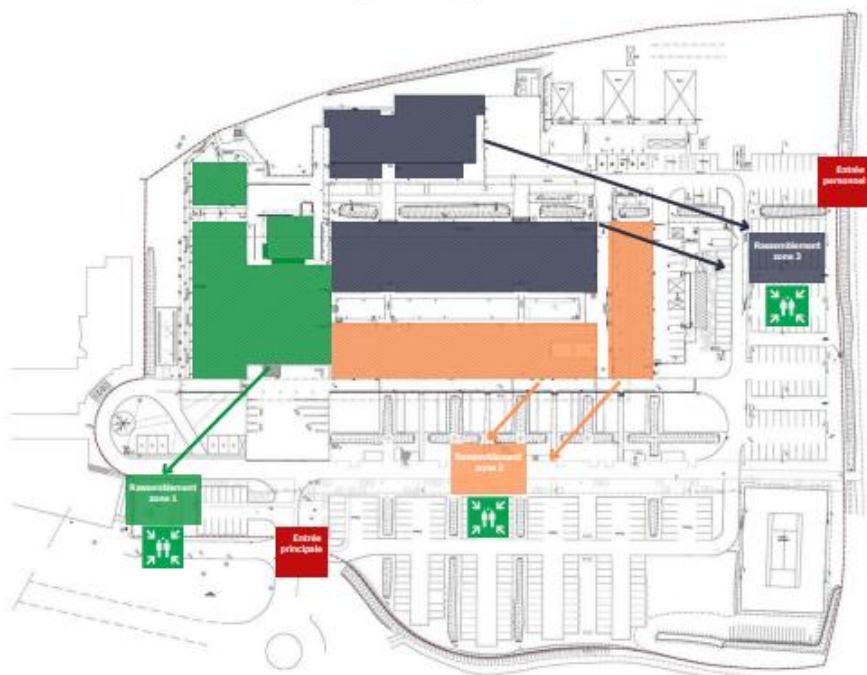
A l'audition du signal sonore d'évacuation :

- Garder votre calme,
- Encadrer vos élèves vers les sorties les plus proches et jusqu'au point de rassemblement (en particulier les élèves en situation de handicap)

Veiller à :

- arrêter ou faire arrêter les manipulations dangereuses en cours (si TP),
- fermer ou faire fermer les fenêtres,
- faire quitter le local rapidement mais sans précipitation,
- quitter le local en dernier en fermant la porte,
- prendre en charge le(s) élève(s) en situation de handicap,
- ce que personne ne revienne en arrière,
- ce que personne n'utilise les ascenseurs,
- ce que tout le monde reste au point de rassemblement.

- Attendre l'autorisation des secours pour réintégrer les locaux.



V Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité

1- VISITEURS OCCASIONNELS DU CHANTIER

Toute visite occasionnelle du chantier, individuelle ou de groupe, fera l'objet d'une demande, auprès du Maître d'ouvrage, lequel donnera son accord par tous moyens appropriés.

Les visiteurs occasionnels du chantier, seront obligatoirement accompagnés selon le cas par un ou plusieurs accompagnateur(s) habilité(s).

Les visiteurs devront être informés par l'accompagnateur des règles de sécurité en vigueur et équipés de casque et de gilets réfléchissants préalablement au démarrage de la visite proprement dit.

2- REGLES GENERALES DE CIRCULATION SUR CHANTIER

- ✓ en l'absence de travailleurs : la vitesse maximum est de 25 km/h,
- ✓ en présence de travailleurs : la vitesse maximum est de 15 km/h, tous les engins et véhicules de service circuleront feux de croisement allumés quelles que soient l'heure et les conditions atmosphériques. Les engins non pourvus de dispositif d'éclairage seront équipés de gyrophares.
- ✓ les engins en panne seront signalés à l'avant et à l'arrière par les panneaux K8

Les obstacles présentant un danger pour la circulation des véhicules, engins ou piétons seront obligatoirement balisés par l'entreprise qui génère le risque. C'est le cas des stockages de matériels, matériaux, engins, etc... mais aussi des regards en attente d'enrobés finaux qui seront repérés par l'application d'une peinture fluo sur tout le pourtour.

Cette signalisation sera visible de jour et de nuit et constamment maintenue en état par l'entreprise génératrice du risque.

Les moyens de signalisation utilisés par l'entreprise seront décrits dans son P.P.S.P.S.

Un plan de circulation devra être réalisé et tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux (à la charge du

Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE.

Le stationnement des engins et le dépôt de matériaux en bordures des voies circulées sont interdits sauf dispositions particulières agréées par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. L'arrêt momentané des véhicules et voitures de service de service est autorisé sous réserve qu'il ne soit pas générateur de risque particulier.

3- CIRCULATION ET STATIONNEMENT DANS LES INSTALLATIONS PROPRES A CHAQUE CHANTIER

Les véhicules du personnel d'entreprise ne pourront pas emprunter l'emprise du chantier.

Le stationnement de ces véhicules pourra être autorisé sur les lieux à proximité du chantier dans une zone affaiblement matérialisée à proximité du cantonnement, à l'écart des zones d'évolution des engins (l'emplacement de cette zone sera précisé sur le plan d'installation de chantier réalisé par le **Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE.**

Le plan des installations des entreprises devra prévoir toutes dispositions utiles :

- ✓ Dans les installations de chantier les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier seront aménagés et entretenus par le titulaire de chaque marché de travaux.

Les cheminements utilisés par le personnel pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- ✓ balisage et séparation physique lorsque l'environnement chantier le permet, vis-à-vis des voies où circulent des véhicules, les engins, à l'intérieur du chantier,
- ✓ éclairage général des zones où le personnel est amené à cheminer.

4- CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES SUR LE CHANTIER

L'accès au chantier est rigoureusement interdit aux véhicules et aux personnes non expressément autorisés.

Toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite; sauf sous la protection d'un véhicule d'escorte et après accord préalable du Maître d'œuvre.

Les entrées et sorties de la zone de chantier se font par les passages spécialement aménagés à cet effet.

En dehors de la zone de chantier réglementairement balisée, la circulation s'effectue conformément au Code de la Route.

L'utilisation de gyrophares est soumise aux dispositions de l'article R92 alinéa 6 du Code de la Route (arrêté du 4 Juillet 1972).

Eviter de stationner derrières les engins ou dans leur zone d'évolution ou de manœuvre.

Utiliser les feux de détresse, de jour comme de nuit, pour circuler ou stationner sur voie publique dans toute zone neutralisée par des cônes, ainsi que pour entrer et sortir d'une zone de chantier neutralisée.

Tout véhicule circulant sur la voirie locale pour les besoins du chantier doit être équipé d'un gyrophare et d'une plaque "SERVICE" parfaitement visible de l'arrière et dont les dimensions minimales doivent être de :

- ✓ 1,00 m x 0,30 m pour les P.L.
- ✓ 0,50 m x 0,18 m pour les V.L.

De nuit, les plaques "SERVICE" doivent être rétro réfléchissantes.

5- NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque corps d'état doit procéder quotidiennement au nettoyage de son chantier et laisser propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux.

Ce nettoyage doit systématiquement être complété par un grand nettoyage hebdomadaire de fin de semaine.

Chaque entrepreneur se charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de décharges agréés.

En cas de non observation des préconisations ci-dessus, le coordonnateur S.P.S pourra demander au maître d'Ouvrage de faire intervenir une entreprise de nettoyage aux frais des entreprises défaillantes.

LE CHANTIER DEVRA ÊTRE EN PERMANENCE PROPRE ET PARFAITEMENT RANGE

VI Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

1 -AFFICHAGE DES NUMEROS D'URGENCE

L'affichage des numéros d'urgence sera fait dans le bureau de chantier et dans la cabane de chantier de chaque entreprise intervenante.

Si un seul numéro de secours doit être connu c'est le :
112
(à partir de n'importe quel téléphone portable)

2 -SECOURISME ET PREMIERS SECOURS

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs, Secouristes du Travail formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20 salariés).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

Les sauveteurs secouristes du travail devront être recyclés annuellement.

3 -ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier. Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lorsqu'un accident survient, l'entreprise est tenue d'en faire la déclaration :

- ☐ A la direction départementale de la main d'œuvre (sans délai).
- ☐ A la sécurité sociale (dans les 48 h), à la CRAM.
- ☐ Au maître d'œuvre (fac-similé de la déclaration à la SS) chaque semaine.
- ☐ Au coordonnateur sécurité
- ☐ A l'O.P.P.B.T.P. (dans les 24 h)

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé.

Sur le site de l'INP AGRO TOULOUSE la consigne générale en cas d'accident est la suivante :

Procédure d'urgence

PERSONNE ACCIDENTÉE

Un accident se gère en 3 temps :

- 1- Identifier le danger
- 2- Protéger la personne sans s'exposer !
- 3- Avertir immédiatement l'Accueil 9 ou 05-34-32-39-00

En dehors des horaires d'ouverture de l'accueil, alerter les assistants de prévention :

Jérôme Silvestre 06 15 50 06 71

Jean-Marie Arpizou 06 78 81 00 87

En dernier recours, alerter les secours **SAMU : 15**

Message pour le SAMU:

- Adresse, lieu :

**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE de
TOULOUSE**

Avenue de l'Agrobiopole

Commune : AUZEVILLE TOLOSANE

Situation : après le lycée Agricole

- Cause de l'accident ?

- Etat de la personne et âge ?

Attendez que l'on vous dise de raccrocher

Envoyer quelqu'un au-devant des secours.

Un défibrillateur est situé dans le Hall d'entrée de INP-AgroToulouse (ENSAT) - Bâtiment A, Suivre les instructions données par l'appareil

4 -TROUSSE DE SECOURS

Chaque entreprise présente sur le site mettra à disposition de son personnel une trousse de secours (pour plus de renseignements se reporter à la fiche mémo-pratique n° H4 M 02 88 de l'O.P.B.T.P.).

Cette trousse minimum devra être complétée au fur et à mesure qu'il en sera fait usage.

5 -RISQUE INCENDIE

Les Entreprises devront impérativement être équipées d'extincteurs d'un type agréé, appropriés aux risques et feux à combattre, à jour de leur contrôle.

Les branchements, tableaux, montages électriques que les entreprises seraient amenées à faire, ou équipant ces locaux, doivent présenter toutes les garanties légales de qualité et de sécurité, même s'ils sont provisoires ou mobiles.

Les appareils électriques ne doivent pas être laissés sous tension en l'absence du personnel.

Il est interdit de fumer dans certains locaux signalés par panneaux en raison des risques particuliers d'incendie.

Les entreprises doivent signaler au maître d'œuvre : Tous sinistres (Ruptures de canalisations, de câbles électriques, début d'incendie ou d'inondations etc.).

Les entreprises qui effectuent des travaux de soudure, ou de découpes thermiques, devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les incendies ou les projections sur le personnel ou les équipements avoisinants. Un extincteur devra dans tous les cas être placé à proximité pendant l'exécution des travaux.

Toute personne qui constate un début de sinistre (notamment incendie) doit alerter immédiatement :

- ◆ Les pompiers.
- ◆ L'ensemble du personnel présent sur le chantier.
- ◆ Le maître d'œuvre.
- ◆ Le coordonnateur

Cette dernière disposition est impérative, même si le sinistre est peu important et que les moyens locaux de protection semblent suffisants.

Sur le site l'introduction et l'emploi des explosifs de chantier, ou de matériaux dangereux particulièrement inflammable, est formellement interdit.

Le maître d'œuvre restera seul juge de l'opportunité d'une dérogation éventuelle.

Consignes diverses

L'accès aux robinets d'incendie ainsi qu'aux extincteurs doit être maintenu libre en permanence, afin de ne pas empêcher les interventions en cas de sinistre.

Prévention des incendies

Prévenir, c'est prendre toutes les dispositions utiles pour empêcher que se trouvent réunies les conditions d'un début d'incendie.

A cet effet, chacun a le devoir de :

- ◆ Signaler les anomalies.
- ◆ S'interdire en toute occasion de commettre soi-même des imprudences ou des négligences
- ◆ Ne pas demeurer le témoin passif d'imprudences de la part d'autrui (les exemples ne manquent pas).
- ◆ Respecter les interdictions de fumer.
- ◆ Ne pas laisser continuellement sous tension les postes de soudure ou appareils électriques non utilisés, etc.

Sur le site de l'INP AGRO TOULOUSE les consignes générales en cas d'incendie sont les suivantes :

DEPART D'INCENDIE PENDANT LES HEURES D'OUVERTURE

Incendie : => interdiction d'utiliser les ascenseurs !!!!

Uniquement si vous détectez un feu :

1. Percuter le boîtier rouge « Alarme incendie » le plus proche
3. Rejoindre votre zone de regroupement sur le parking (plan affiché dans les salles)

Dès que l'alarme incendie retentit :

1. Faire évacuer la pièce
2. Fermer portes et fenêtres
3. Rejoindre votre zone de regroupement

Enseignants en présence d'étudiants (Cours, Travaux Pratiques, Travaux Dirigés...)

1. Faire évacuer l'ensemble des étudiants présents dans sa salle
2. Fermer les fenêtres et portes
4. Guider les étudiants vers le point de rassemblement (plan affiché dans les salles)
3. Ne jamais revenir en arrière

Pour sortir du bâtiment sous contrôle d'accès, percuter le boîtier vert en cas d'évacuation incendie uniquement ou sortie libre bâtiment enseignement

PROCEDURE INCENDIE EN DEHORS DES HEURES D'OUVERTURE

Procédure spécifique en cas d'incendie **et** en l'absence de personnel d'accueil dans l'école

Obligation pour l'organisateur de la manifestation de se rapprocher des assistants de prévention pour former l'encadrant extérieur aux consignes de sécurité et d'évacuation.

Uniquement si vous détectez un feu :

1. Percuter le boîtier rouge « Alarme incendie » le plus proche
2. Utilisation des extincteurs sur un départ de feu
(uniquement si une formation extincteur a été suivie par vous-même)
3. Alerter les pompiers : au portable le **18 ou 112**

Tél. Assistants de prévention :

Jérôme Silvestre : 06 15 50 06 71

Jean-Marie Arpizou : 06 78 81 00 87

Dès que l'alarme incendie retentit (utilisation ascenseur interdit):

1. Faire évacuer les locaux et rassembler les personnes aux points de rassemblement. (voir Annexe « consignes d'évacuation »)
2. Vérifier que les locaux soient vides
3. Fermer portes et fenêtres
4. Ne jamais revenir en arrière

VII Les Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

1 - ENTREPRISES CONCERNEES

Toutes les entreprises ont l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité protection de la santé et de la transmettre au Coordonnateur, dans le délai d'un mois à compter de la signature des marchés et préalablement à tous travaux.

Dans le cas où un entrepreneur sous traite tout ou une partie du contrat conclu avec le maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent P.G.C.

AUCUNE INTERVENTION NE POURRA COMMENCER POUR UNE ENTREPRISE QUI N'AURA PAS FOURNI SON P.P.S.P.S.

Toute entreprise n'ayant pas fourni son PPSPS s'expose aux amendes prévues par l'article L.4744-5 du code du travail (9 000 € par PPSPS non remis).

2- INSPECTION COMMUNE

Le coordonnateur fera avec toutes les entreprises une inspection commune avant tout démarrage des travaux (y compris avec les entreprises sous-traitantes).

Pour cela, chaque entreprise devra impérativement prendre rendez-vous avec le coordonnateur SPS (Mme PIRES Carine au 06 38 18 56 93) au moins 10 jours avant le début de leurs travaux afin de fixer la date de l'Inspection Commune.

L'Inspection Commune devra être réalisée avant la remise du PPSPS de l'Entreprise.

3- CONTENU DU P.P.S.P.S

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S devra être conforme aux dispositions des articles R.4532-63 à 68 du code du travail.

Le P.P.S. P.S est un outil de travail du chantier.

Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :

- ✓ le Plan Général de Coordination SPS,
- ✓ les pièces contractuelles du marché,

Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger.

Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au P.P.S.P.S. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Il intégrera la liste de personnels allant intervenir sur le chantier, les copies des CACES, autorisations de conduite et habilitations des personnels, les copies des derniers contrôles et vérifications des engins qui seront utilisés sur le chantier ainsi qu'un planning des travaux avec indication du nombre de personne présente sur le chantier (nombre moyen et nombre maximum).

4- DIFFUSION DU P.P.S.P.S

La diffusion des P.P.S.P.S doit être conforme aux articles R.4532-58 à 60 et R.4532-70 à 72.

L'entrepreneur (ou les) titulaire(s) d'un marché de travaux dispose(nt) de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur P.P.S.P.S. au Coordonnateur SPS.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.

L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.4532-8 du Code du Travail, adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés.

Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

5- EVOLUTION DU P.P.S.P.S

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

6- SOUS-TRAITANTS

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs.

L'entrepreneur communique au coordonnateur S.P.S. la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.

Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention.

Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son P.P.S.P.S. des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le P.G.C.

Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.

Il est rappelé qu'aucune intervention ne pourra commencer pour le sous-traitant qui n'aura pas participé à une Inspection Commune et fourni son PPSPS

ATTENTION : Afin de garantir la sécurité des salariés présents sur le chantier, les personnels des entreprises sous-traitantes travaillant sur le chantier doivent

impérativement maîtriser la langue française afin d'être en mesure de suivre les consignes de sécurité ou de prévenir et diriger les secours, si cela n'était pas le cas, l'entreprise doit impérativement s'organiser pour qu'au moins une personne de l'équipe maîtrisant la langue française soit toujours présente sur le chantier.

7- EMPLOI DU PERSONNEL INTERIMAIRE

Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- ✓ Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné, en particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes)
- ✓ L'intéressé est en règle au point de vue du cadre du travail et de séjour,
- ✓ Le personnel a subi la formation de la sécurité,
- ✓ Le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.

Aucun personnel intérimaire ne pourra intervenir seul sur le chantier sans présence d'un représentant officiel de l'entreprise utilisatrice.

8- LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le coordonnateur SPS devra être informé de tout accident ou incident ayant pu avoir des conséquences graves.

A la suite de tout accident ou incident grave, l'encadrement de l'entreprise sur le chantier devra alerter le C.H.S.C.T. afin qu'il puisse se réunir pour réaliser une enquête (Loi du 23.12.92). Si l'entreprise n'a pas de CHSCT, l'enquête susvisée sera réalisée par le responsable du chantier de l'entreprise.

Les résultats de cette enquête seront communiqués au président du C.I.S.C.T., au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

Une copie de toutes les déclarations d'accidents du travail sur le chantier sera transmise au coordonnateur dans les 48 heures suivant la déclaration, aux organismes de prévention (I.T. CRAM et OPPBTP).

De plus, un tableau de suivi mensuel établi par le mandataire ou le titulaire de chaque marché de travaux, récapitulant pour le mois écoulé :

- ✓ le nombre d'heures travaillées,
- ✓ l'effectif de chacune des entreprises,
- ✓ le nombre de jours d'arrêt de travail,
- ✓ le nombre d'accident avec arrêt.

Pour lui-même et ses cotraitants et sous-traitants sera transmis au coordonnateur S.P.S dès le début du mois suivant.

9- LES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis : à l'obligation de remettre au Coordonnateur Sécurité un Plan Particulier de Sécurité (respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995) dans les mêmes conditions que les sous-traitants (cf. 7.6. ci-dessus).

10- TRAVAUX D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O)

Le Coordonnateur de sécurité est chargé de collecter auprès du maître d'ouvrage les éléments nécessaires à la constitution du D.I.U.O prévu aux articles L.4532-16 et R.4532-95 à 98 du code du travail (mis à jour le 1^{er} mai 2008).

Il peut demander à tout moment aux entreprises et maître d'œuvre copie des documents qui lui seraient nécessaires. Le D.I.U.O devra comporter tous les documents expliquant les dispositions prises afin d'assurer la

sécurité et la protection de la santé des personnels chargés de l'entretien et de tous les remplacements de pièces après livraison des ouvrages.

Les documents devront être délivrés au plus tard 15 jours avant la réception des travaux

11 - REGISTRE JOURNAL

Le coordonnateur ouvrira un registre journal de coordination de sécurité du chantier, qui sera conservé dans le bureau de chantier par le lot gros œuvre ou le lot principal. Tous les événements intéressants la sécurité, les observations faites par le coordonnateur aux intervenants ainsi que le visa des destinataires et leurs réponses éventuelles y seront consignés chronologiquement.

Ce registre journal sera accessible à tous les organismes de sécurité et de contrôle des conditions de travail, aux délégués du personnel aux membres du personnel et aux membres des C.H.S.C.T des entreprises.

Il sera conservé par le coordonnateur pendant les 5 années suivant la réception des travaux.

VIII Annexe au PGC

1 - LISTE DES ENTREPRISES





2 - FICHES MEMO-PRATIQUE DE L'OPPBTP : (disponibles sur demande)

- Principaux registres et affiches obligatoires relatifs à la prévention (fiche A1 M 01 94)
- Le PPSPS. (fiche A1 M 09 95)
- Vêtements de signalisation à haute visibilité (fiche A2 F 04 95)
- Foudre et foudroiement (fiche A3 M 04 90)
- Les manutentions manuelles (fiche A5 M 01 02)
- Recommandations pour le port manuel de charges (fiche A5 M 02 02)
- Limiter le port manuel des charges (fiche A5 F 01 02)
- Les plates-formes individuelles roulantes (fiche B5 M 07 02)
- Travaux de couverture en matériaux fragiles - Protection contre les chutes (fiche F1 F 02 96)
- Le bruit (fiche A3 M 02 92)
- Les montants de garde-corps provisoires (fiche B1 M 01 94)
- EPI : Le Casque (fiche A2 F 01 02)
- Action du vent (fiche A1 F 01 95)
- Prévention des risques de chute de hauteur (fiche ED6110)

3 - AVENANT 1 CONCERNANT LE RISQUE PANDEMIQUE COVID-19 ET LES MESURES A METTRE EN ŒUVRE EN CAS DE REPRISE DE CHANTIER

Annexe n° 1 : Liste des Entreprises

Les entreprises retenues ne sont pas connues à ce jour, cette annexe sera mise à jour au fur et à mesure de notifications aux entreprises.

Lots	Entreprise Nom et Adresse	Coordonnées du responsable	
		 Tel  Portable	 Fax  E. Mail
Lot 1 : DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE			
Lot 2 : MENUISERIES - PLATRERIE - PEINTURES - SOLS SOUPLES			
Lot 3 : CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - SANITAIRE			
Lot 4 : ELECTRICITE			

EN CAS DE REPRISE DE LA PANDEMIE DE LA COVID-19

Annexe n° 3 : Avenant 1 concernant le risque pandémique COVID-19 et les mesures à mettre en œuvre en cas de reprise du chantier

AVENANT 1 au PGC SPS de l'opération suite au risque pandémique COVID 19 et en cas de reprise de chantier

(Mise à jour du 28 Avril 2020)

Après la pandémie de CORONAVIRUS COVID-19, tous les chantiers doivent suivre des règles de fonctionnement respectant les gestes barrières et l'ensemble des préconisations édictées par l'OPPBTP dans son document

« GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19 » dans sa dernière version.

Cette partie du PPSPS fera l'objet d'un avenant clairement identifié répondant aux recommandations de cet annexe n° 3 du PGC.

⇒ Points spécifiques Logistique de chantier

NATURE DES DEPENSES	EXECUTE PAR	ENTRETIEN A LA CHARGE DE
■ Prise en charge et gestion du nettoyage de la base vie en respect des règles de non propagation du COVID-19 ce qui comprend un nettoyage et une désinfection complète de la base vie tous les jours, le remplacement et les fournitures des savons et de l'essuie main de tous les points de lavage des main du chantier, tous les consommables nécessaires aux sanitaires et la gestion complète de toutes les poubelles (fourniture des poubelles à clapets, fourniture et remplacement des sacs, élimination des déchets COVID-19).	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Mise en place et gestion de l'ensemble de l'affichage COVID-19 (sur le portail de chantier, dans tous les locaux de la base vie et dans les locaux construits etc...)	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Gestion d'un compte «COVID-19 » chantier	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE	Lot 1 - DEMOLITION - GROS ŒUVRE - ETANCHEITE
■ Désignation d'un référent COVID-19 (personne présente et travaillant sur le chantier)	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante

■ Fourniture de kit COVID-19 à chaque salarié présent sur le chantier et gestion du réapprovisionnement des éléments du kit.	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
■ Vérification de l'état de santé des salariés présents sur le chantier (selon préconisations OPPBTP)	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
■ Rappel et vérification de la bonne application des gestes barrières COVID-19	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
■ Fourniture des masques en cas de co-activité entre salariés (selon préconisations OPPBTP)	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
■ Nettoyage et désinfection des parties communes à chaque utilisation (réfectoire, sanitaires etc...)	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante

Les avenants aux PPSPS devront être les plus simples, les plus clairs et les plus concrets possible (je ne veux pas la copie du document de l'OPPBTP, je souhaite trouver ce qui est réellement mis en place) mais ils devront impérativement comprendre les points suivants :

=> La désignation d'un référent COVID-19 de l'entreprise sur le chantier (le référent doit être présent sur le chantier quand l'entreprise travaille sur le chantier),

=> Indiquer son nom et ses coordonnées,

=> La liste des produits mis à disposition des salariés avec la procédure de renouvellement prévue,

=> Les moyens fournis aux salariés pour se protéger et protéger le chantier (masques, moyens de désinfection etc...),

=> Comment les salariés prennent leur repas ou utilisent les sanitaires (mesure de désinfection, respect distance etc...),

=> Comment est contrôlé l'état de santé des salariés présents sur le chantier,

=> Les procédures de travail prévues avec les contraintes COVID-19 (distance de sécurité, lavage des mains etc ...).

IMPORTANT :

- ⇒ Le COVID-19 est un risque environnemental que le chef d'entreprise ne peut pas maîtriser, ce qui signifie que la notion d'obligation de résultat n'est pas retenue, mais seulement une obligation de moyens.
- ⇒ L'employeur doit tracer par écrit la mise en place des mesures. Il est rappelé que les mesures ne doivent pas être seulement écrites, mais appliquées et effectives.